



ANALYSE COMPARATIVE DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE AVANT ET PENDANT COVID-19 POUR LES PETITS COMMERÇANTS TRANSFONTALIERS ET LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, LES OPPORTUNITES AINSI QUE L'ANALYSE DES BESOINS EN ACCOMPAGNEMENT.

Avec l'appui du PNUD et de la DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	v
REMERCIEMENTS.....	vii
Présentation de l'AFRABU	viii
I.INTRODUCTION.....	1
I.1. CONTEXTE DE L'ANALYSE.....	1
I.2. OBJECTIFS DE L'ANALYSE	3
I.2.1. Objectif global	3
I.2.2. Objectifs spécifiques.....	4
I.2.3. Résultats attendus	4
I.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	5
I.4. VALIDATION DE L'ETUDE	7
I.5. POPULATION ET ZONE TOUCHEES PAR L'ANALYSE	7
I.6. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES	8
I.7. CONDUITE DE L'ENQUETE	8
II.RESULTATS DE L'ANALYSE.....	9
II.1. PARTICIPANTS AUX ATELIERS COMMUNAUX D'ECHANGE	9
II.1.1. Niveau de formation des participants aux consultations en grands groupes	10
II.1.2 Situation matrimoniale des participants aux changes grand	11

II.1.3. Principales sources de revenus de tous les bénéficiaires du projet.....	12
II.2. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES PERSONNES ENQUÊTÉES AYANT PRIS DES CREDITS INDIVIDUELS	14
II.2.1. Niveau de Formation des enquêtés.....	15
II.2.2. Situation matrimoniale des enquêtés	16
II.2.3 Statuts des enquêtés dans le ménage	17
II.2.3. Situation socio-économique avant et pendant covid 19 pour les petits commerçants transfrontaliers et les PME	18
II.2. 3.1. Principales sources de revenus	18
II.2.3.2. Sources de fonds des participants aux focus groups pour exécuter les activités économiques créatrices de revenus	19
II.2.3.3. Situation des revenus annuels avant la COVID 19.....	20
II.2.3.4. Situation des revenus individuels des enquêtés après l'apparition de la COVID-19	21
II.2.3.5. Changements d'activités suite à la pandémie de COVID-19	25
II.2.3.6. Effets de la COVID-19 sur la situation socio-économique des ménages.....	26
II.2.3.6.1. Effets de la COVID-19 sur les activités économiques et les revenus des enquêtés.....	26
II.2.3.6.2. Effets au niveau social.....	28
II.2.3.7.1. Situation des crédits non encore remboursés mais qui sont toujours dans les délais.....	30
II.2.3.7.2. Crédits non encore remboursés et ayant dépassé les délais.....	32

II.3. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUE DES ASSOCIATIONS ET COOPERATIVES AYANT PRIS DES CREDITS.....	33
II.3.1. Participants à l'enquête	33
II.3.2. Principales sources de revenus	34
II.3.3. Source de Fonds pour mettre en œuvre les activités créatrices de revenus	35
II.3.4. Situation des revenus annuels avant la COVID 19.....	35
II.3.5. Situaion des activités des associations.....	38
II.3.4. Crédits pris par les associations et coopératives	39
II.4. STRATEGIES D'ADAPTATION PRISES POUR FAIRE FACE A LA SITUATION CAUSEE PAR LA PANDEMIE ..	39
II.4.1. Stratégies adoptées par les preneurs de crédits individuels	39
II.4.1. Stratégies adoptées par les associations.....	41
II.5. BESOINS D'APPUI ET PROPOSITION DES ACTIONS POUR RELANCER LES AFFAIRES DES ENQUETES .	42
III.DEFIS ET OPPORTUNITES	44
III.1. DEFIS	44
III.2. OPPORTUNITES POUR LES COMMERÇANTS TRANSFRONTALIERS ET LES PME	46
IV.CONCLUSION	48
V.PISTES DE SOLUTIONS RETRAÇANT LES BESOINS EN ACCOMPAGNEMENT, DOLEANCES DES BENEFICIAIRES ET RECOMMANDATIONS DES DIFFERENTS ACTEURS	50

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACTF	: Association des Commerçants Transfrontaliers du Burundi
AFAB	: Association des Femmes Entrepreneures du Burundi
AFRABU	: Association des Femmes Rapatriées du Burundi
ANACOOOP	: Agence Nationale de Promotion et de régulation des sociétés Coopératives
AGR	: Activités Génératrices des Revenus
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BNDE	: Banque Nationale pour le Développement Economique
BRB	: Banque de la République du Burundi
CECM	: Caisse Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COMESA	: Common Market For Eastern and Southern AFRICA
COPEC	: Coopérative Solidarité avec les Paysans pour l'Epargne et le Crédit
COVID-19	: Maladie à Coronavirus 2019
CT	: Commerçants Transfrontaliers
CEAC	: Communauté des Etats de l'Afrique l'Est
FENACOBURU	: Fédération Nationale des Coopératives du Burundi
IMF	: Institution de Microfinance
MINICOM	: Ministère en charge du commerce
MININTER	: Ministère en charge de l'intérieur
OBR	: Office Burundais des Recettes
ONU Femmes	: Entités des Nations Unies pour l'autonomisation des Femmes et l'Egalité des Sexes

PAFE	: Police des Airs, des Frontières et des Etrangers
PCT	: Petits Commerçants Transfrontaliers
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
RIM	: Réseau des Institutions de Microfinance
RNP	: Régie Nationale des Postes
UCODE	: Union pour la Coopération et le Développement
WISE	: Women's Initiative for Self-Empowerment
VSLA	: Village Savings and Loan Association

REMERCIEMENTS

L'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU) aimerait remercier toute personne qui a contribué à la publication de cette analyse.

Cette analyse a été réalisée grâce à l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Coopération Suisse à travers la Direction au Développement et à la Coopération (DDC) au Burundi et aux précieux apports des personnalités, institutions et organisations ayant fourni les données qualitatives et quantitatives recherchées. Nous remercions particulièrement le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique pour son accompagnement.

Que trouve ici l'expression de nos sentiments de profonde gratitude le consultant Monsieur Vincent NIYUNGEKO pour la réalisation de cette analyse ainsi que toutes les personnes interviewées qui ont partagé gracieusement leurs connaissances au sujet de l'impact de la Covid-19 sur la vie socio-économique des communautés vivant sur les frontières et qui ont une occupation commerciale.

Bujumbura, novembre 2022.

Présentation de l'AFRABU

AFRABU est une association sans but lucratif initiée en 2002 et agréée en 2004 par le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal par Ordonnance Ministérielle n° 530/645 du 07/06/2004 et la prise d'acte 2735 en 2017. C'est une organisation nationale implantée dans 18 provinces du Burundi. L'AFRABU œuvre pour la consolidation de la paix à travers les actions de promotion des droits humains, le leadership, le plaidoyer, l'intégration et la réinsertion socio-économique des communautés ainsi que la cohésion sociale.

Ses actions s'orientent principalement vers les communautés affectées par les conflits spécifiquement les femmes et les jeunes sur tout le territoire national et dans la sous-région.

I.INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE DE L'ANALYSE

En 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé de plein fouet l'économie mondiale et les populations vulnérables se sont retrouvées particulièrement menacées. A l'instar d'autres pays du monde, le Burundi a fait face depuis mars 2020, à une propension assez soutenue de la pandémie à Corona virus. Outre les conséquences directes de la maladie sur la santé et le bien-être, la pandémie a eu un impact significatif sur les secteurs productifs de l'économie burundaise ainsi que les segments de la société et a exacerbé les vulnérabilités préexistantes auxquelles font face les personnes.

Les effets de la COVID-19 sont en fonction du statut socio-économique, du groupe d'âge et les personnes vivant avec handicap et plus particulièrement les femmes et les enfants sont les plus exposés notamment en ce qui concerne l'impact sur leurs activités économiques, l'accès aux services sociaux de base (santé, nutrition, éducation, protection, etc.) ainsi que les dynamiques du genre, intra-familiale et communautaires.

En cohérence avec sa double mission économique et sociale et dans le but d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens d'existences des populations, AFRABU met en œuvre avec l'appui du PNUD et de la Coopération Suisse, le projet d'appui à la relance des activités économiques des femmes et des hommes des zones transfrontalières.

Ce projet vise à relancer les activités et créer l'emploi des micro-entrepreneurs et micro-entrepreneuses locaux, y inclus les populations pauvres et les petites commerçantes, dans les zones transfrontalières affectées par la COVID-19.

Dans cette optique, le projet renforce les capacités techniques et financières des micro-entrepreneurs et micro-entrepreneuses locaux, y inclus les populations pauvres et les petites commerçantes et celles des institutions de services financiers. La prise en charge psychologique par un accompagnement psychosocial des communautés pour la consolidation du tissu social, le renforcement des capacités d'affaires des petits(es) commerçants(es) transfrontaliers(ères) (PCTS) et coparticipants ainsi que l'amélioration de l'accès aux services financiers font partie des objectifs visés par le projet.

Cependant, force est de constater que les données sur les effets de la COVID-19 dans ce domaine sont insuffisantes pour comprendre comment s'en sortir dans une situation d'insolvabilité afin d'organiser les activités d'orientation et d'accompagnement administratif juridique des commerçants affectés par la COVID-19 dans leur démarche d'enregistrement et de négociation des crédits.

Pour répondre à ce défi, AFRABU en collaboration avec ses partenaires a lancé une enquête rapide qui en mettant à disposition de données qui permettent de mieux appréhender la manière dont les populations sont affectées par la pandémie de COVID-19, dans les différents aspects de leurs vies

(Impacts sociaux et économiques,) et les stratégies développées pour y faire face.

Cette enquête, malgré des délais serrés, s'est reposée sur une méthodologie rigoureuse qui garantit la qualité des données collectées. Sur la base de ces résultats, des actions concrètes ont été proposées afin de mettre en place des mesures appropriées de soutien au secteur.

Le présent rapport présente ainsi les principales observations de l'enquête menée auprès de 4000 personnes composées de commerçants transfrontaliers essentiellement les femmes et des autres petits entrepreneurs. Aussi, ce rapport propose des actions de résilience socio-économique ainsi que les opportunités probables autour d'eux pour relancer leurs affaires.

I.2. OBJECTIFS DE L'ANALYSE

I.2.1. Objectif global

L'objectif principal de l'analyse est d'évaluer les conséquences socio-économiques de la pandémie de la COVID-19 sur les moyens de subsistance des hommes et des femmes pratiquant le commerce transfrontalier et les gestionnaires des petites et moyennes entreprises, d'apprécier leurs capacités de résilience et de proposer des actions socio-économiques ainsi que les opportunités pour relancer leurs affaires.

I.2.2. Objectifs spécifiques

1. Etablir l'état des lieux en identifiant les différentes situations d'avant et pendant la période de la COVID-19 sur la vie des hommes et femmes pratiquant le commerce transfrontalier et gestionnaire des PME, le social, l'économie, le métier ainsi que les différents défis liés à ce métier ;
2. Dégager les pistes de solutions en montrant les besoins en accompagnement et les doléances des bénéficiaires, proposer des actions innovantes de résilience socio-économique ainsi que les opportunités probables autour d'eux pour relancer leurs affaires ;
3. Sensibiliser les preneurs de décisions par la présentation les résultats de l'analyse en guise de plaidoyer pour l'engagement à alléger les mesures prises pour les preneurs des crédits notamment la réduction des pénalités bancaires, les négociations sur les garantis présentés etc.
4. Accompagner les bénéficiaires ayant contractés des crédits auprès des institutions financières par des conseils pour faire face dignement de leur insolvabilité et se relancer dans les affaires.

I.2.3. Résultats attendus

- L'état des lieux sur la situation d'avant et pendant la période de Covid-19 sur la vie, le social, l'économie, le métier dans les dix Communes;

- Les pistes de solutions innovantes pour rendre la relance et résilience économique effective pour ces hommes et femmes exerçant leurs métiers des affaires ;
- Les preneurs de décisions sensibles à la situation de ces victimes de la Covid-19 qui sont prêts à prendre des engagements d'allègement de la situation des hommes et femmes ayant pris des crédits dans les institutions financières ;
- Les bénéficiaires en situation de conflit avec les institutions financières (IMF, les banques) accompagnés par des conseils et orientations pour faire face à leur insolvabilité et à se relancer dans les affaires.

I.3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'analyse s'est déroulée suivant les étapes ci-après:

- Des ateliers en cascades ont été organisés dans toutes les communes d'interventions du projet à raison de 400 participants dans chaque commune. Ces ateliers étaient organisés dans le souci de faire participer tous les 4000 bénéficiaires à cette activité.
- Pour aller en profondeur de l'analyse approfondie des conséquences de la COVID-19 sur les vies et les affaires économiques des bénéficiaires du projet , après les ateliers d'échange ; des interviews ont été réalisés en petits groupes avec les bénéficiaires du projet ayant contactés des crédits dans les institutions de microfinance ou des banques aussi bien ceux qui n'ont pas encore pu liquider leurs crédits et qui ont besoins d'un soutien juridique pour leur protection surtout en matière

d'hypothèque ou garantis donnés et les intérêts de retard ont été identifiés que ceux dont les crédits étaient en cours.

Chaque groupe de discussion devrait être composé d'au moins 40 personnes par commune pour faire un total de 400 personnes soit un échantillon d'au moins 10% des bénéficiaires.

Les ateliers étaient organisés dans le but:

- ↳ d'échanger sur les différents engagements faits par bénéficiaires auprès des institutions des microfinances, des banques ou des tierces personnes.
- ↳ de détecter les impacts sociaux et économiques de la COVID-19 sur les communautés des dix communes de zone d'intervention.
- ↳ de disposer de la situation d'avant et pendant la période de covid 19 sur la vie, le social, l'économie, le métier ainsi que les différents défis sans oublier les opportunités probables.

En outre, les discussions de groupes ont été organisées pour faire une analyse approfondie des conséquences de la COVID-19 sur les vies et les affaires économiques des bénéficiaires, recueillir leurs doléances, identifier les besoins d'accompagnement ainsi que les actions de résilience déjà menées par les bénéficiaires.

Les résultats de ces consultations ont permis à faire une analyse comparative de la situation socio-économique des petits commerçants transfrontalier et des petites et moyennes entreprises avant et pendant covid-19 en termes de défis sociaux, économiques et psycho-sociaux), des opportunités ainsi que des besoins en accompagnement relancer dans les affaires.

L'analyse a débouché sur la proposition des actions de résilience socio-économique en montrant les opportunités éventuelles et des actions de plaidoyer à orienter aux décideurs pour la mitigation des conséquences de ce fléau sur les emprunteurs de crédits insolvables.

I.4. VALIDATION DE L'ETUDE

L'étude a été lors d'un atelier de présentation du rapport qui a eu lieu le 10 novembre 2022 où différentes parties prenantes ont pris part dont les représentants des parlementaires, des ministères technique partenaires d'AFRABU, des Administrateurs des communes de la zone d'intervention du projet ou de leurs représentants de l'équipe de l'AFRABU, des ONG et agences des Nations Unies (PNUD, ONU Femmes,...), des représentants de l'ACTF, AFAB, ANACOOOP, PARTNER AFRICA, la RNP des représentants du RIM et des institutions financières et les représentants des bénéficiaires ainsi que le secteur privé intéressé par le secteur. Les recommandations issues de cet atelier font partie intégrante de ce rapport.

I.5. POPULATION ET ZONE TOUCHEES PAR L'ANALYSE

Au total, 4000 bénéficiaires ressortissant des dix communes d'intervention du projet ont été consultées à raison de 400 personnes par commune. Les communes concernées par cette étude sont: Rugombo et Buganda de la province Cibitoke, Gihanga de la province Bubanza, Mutimbuzi de la province de Bujumbura, Kayanza, Kabarore et Matongo de la province Kayanza ainsi que Busiga, Mwumba et Nyamurenza de la

province Ngozi.

I.6. OUTILS DE COLLECTE DES DONNEES

Les outils de collectes des données tant qualitatives que quantitatives ont été élaborés en collaboration avec l'équipe de l'AFRABU. Il s'agissait d'un questionnaire et d'un guide d'entretiens qui étaient utilisés lors des échanges en ateliers et en focus groups. Les questions incluses dans ces outils visaient à évaluer de façon rapide les effets de la COVID-19 au niveau des associations, des PME, des individus et de leur ménage. Ces outils respectaient les principes d'égalité des genres et d'inclusivité et ont couvert les aspects liés à l'impact direct de la pandémie sur les activités économiques et le revenu des individus et des ménages, les défis ainsi que les stratégies d'adaptation adoptées par les bénéficiaires des crédits pour honorer leurs engagements.

Le questionnaire a été ensuite configuré sous l'application Kobo collect pour que la collecte se fasse à l'aide des Smartphones androïdes et des tablettes. Après la collecte, la concaténation de tous les fichiers de données et a obtenu une base de données brute qui a été exportée sous Excel pour analyse et édition des résultats.

I.7. CONDUITE DE L'ENQUETE

Pour la conduite de l'enquête, une équipe technique a été mis en place par AFRABU pour finaliser le questionnaire et le guide d'entretien et de suivre le déroulement de l'enquête afin d'assurer la qualité.

La collecte des données a eu lieu simultanément dans toutes les 10 communes du 03 au 04 novembre 2022 et a porté sur un total de 4000 personnes.

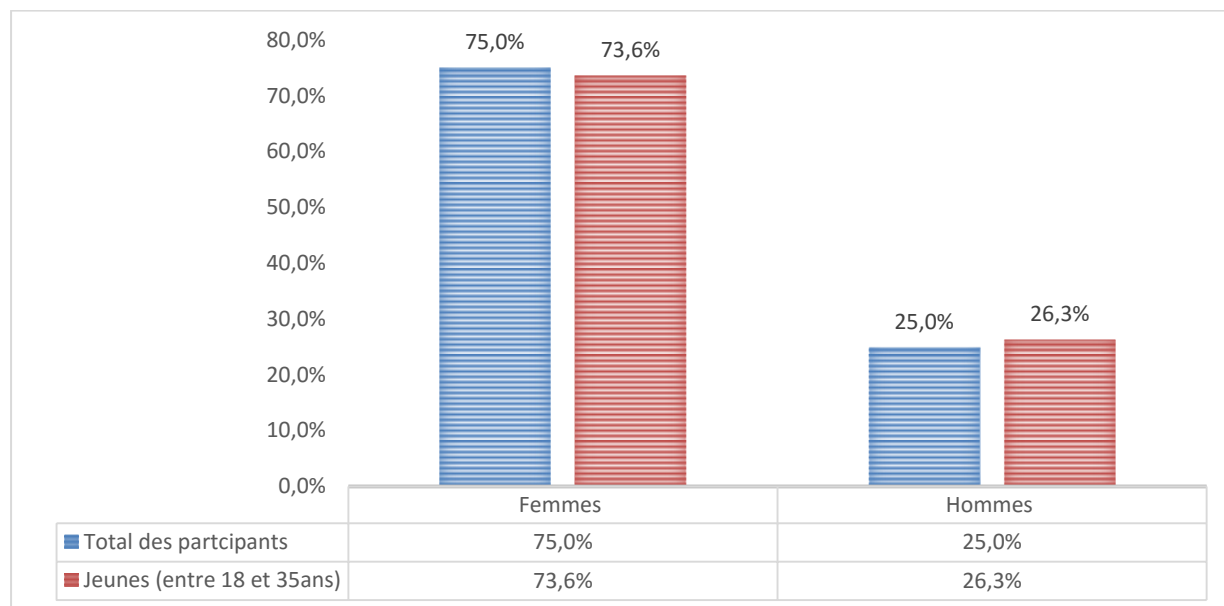
Une équipe d'enquêteurs composée de 20 personnes appuyées par 4 superviseurs étaient chargés de collecter les données sur terrain. Les participants aux ateliers et aux focus groups avaient été préalablement identifiés. Les listes des participants aux entretiens en focus groups ont été validées lors des ateliers en cascade.

II.RESULTATS DE L'ANALYSE

II.1. PARTICIPANTS AUX ATELIERS COMMUNAUX D'ECHANGE

Un total de 3 795 personnes a participé aux échanges dont 2848 femmes soit 75,04% de tous les participants et 948 hommes représentant 24,96 %. Les jeunes de 18 à 35 ans représentent 34% du total des jeunes. Les jeunes filles étaient de 948 soit 73.65% de tous les jeunes enquêtés et les jeunes garçons 339 soit 26.34% de tous les jeunes enquêtés.

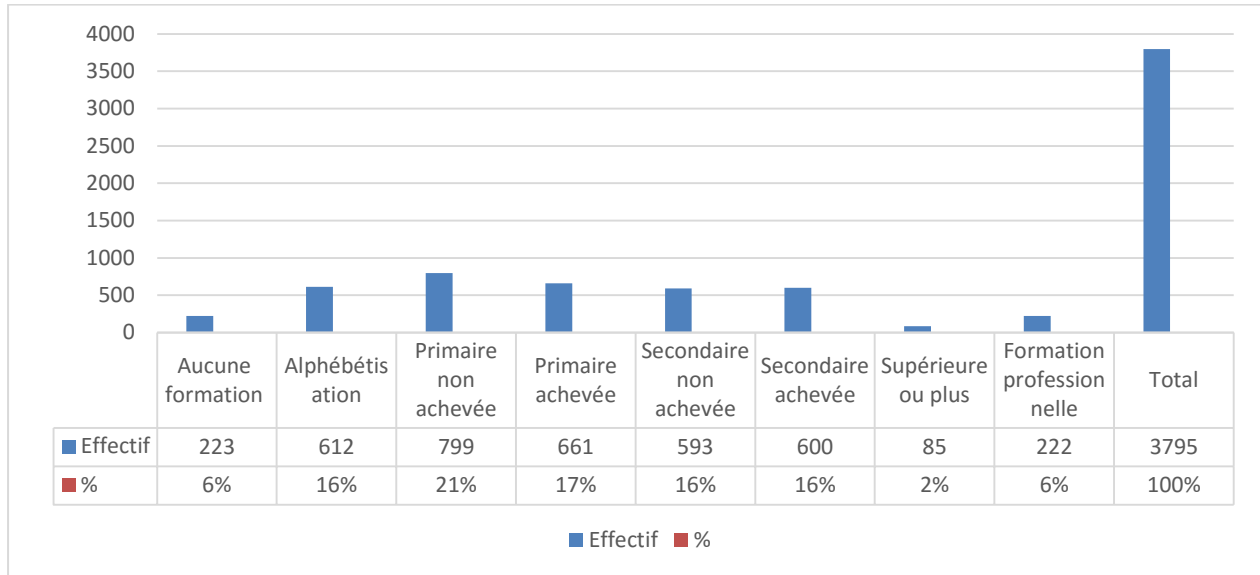
Graphique 1. Répartition des participants aux consultations en grands groupes par sexe et catégorie d'âge



II.1.1. Niveau de formation des participants aux consultations en grands groupes

Le niveau d'éducation des participants montre que 10,3% n'ont eu aucune formation, 15,4% savent lire et écrire, 20,1% ont un niveau d'éducation primaire non achevé, 16,6% ont un niveau d'éducation primaire complet, 14,9% ont un niveau de l'école secondaire non achevé, 15,1% ont un niveau de l'école secondaire achevé et 2,1% ont le niveau de l'enseignement supérieur alors que 5,6% des enquêtés ont une formation professionnelle.

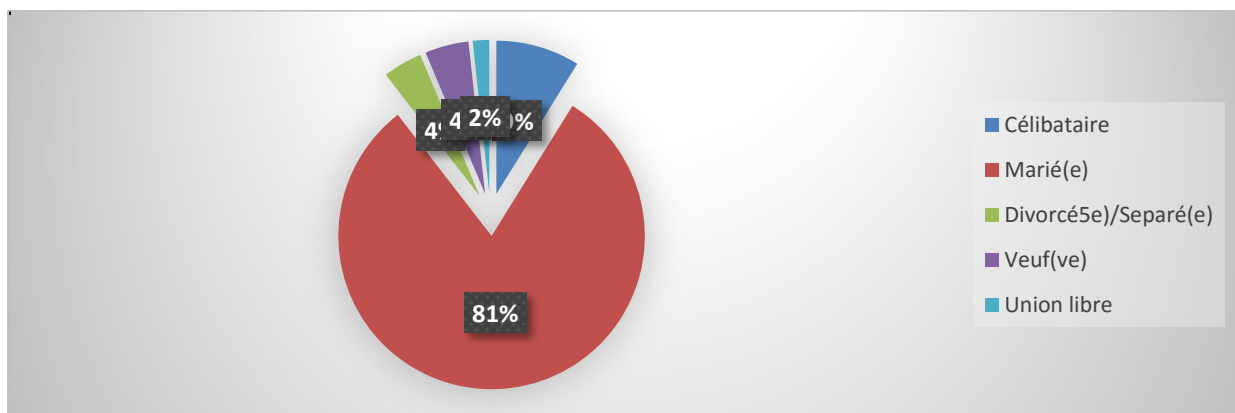
Graphique 2. Niveau de Formation des participants aux échanges



II.1.2 Situation matrimoniale des participants aux échanges grand

La majorité des participants aux consultations sont des mariés monogames à savoir 3061 personnes soit 81%, les célibataires sont au nombre de 336 soit 9%, les divorcés et veufs ou veuves sont respectivement 157 et 175 soit 4% des enquêtés et le nombre de personnes en union libre sont à 66 soit 2% des enquêtés comme illustré dans le diagramme ci-dessous.

Diagramme 1. Situation matrimoniale des participants aux échanges



II.1.3. Principales sources de revenus de tous les bénéficiaires du projet

Les données collectées lors des ateliers avec l'ensemble des bénéficiaires du projet ont montré que les activités commerciales sont les plus exécutées. Sur 4000 bénéficiaires du projet 3783 personnes soit 99,7% du total des participants pratiquent le commerce. Suite à la proximité de populations enquêtées avec les pays frontaliers à savoir le Rwanda et la RDC, 2120 personnes soit 56% du total des commerçants font le commerce transfrontalier. Les commerçants qui exercent leurs activités à l'intérieur du pays, qui ne traversent pas la frontière se compte au nombre de 1663 personnes soit 44% de tous les commerçants.

L'étude a identifié 1036 personnes qui se rendent au Rwanda pour les activités commerciales soit 48,7% de tous commerçants transfrontaliers et 27% de tous les commerçants, ceux qui se dirigent en RDC sont au nombre de 1052 personnes soit 49,7% des commerçants transfrontaliers et 28% de tous les commerçants alors que ceux qui vont en Tanzanie sont au nombre de 32 et ne représentent que 1,6% des commerçants transfrontaliers.

Tableau 1. Les commerçants transfrontaliers par pays de destination et les provinces de provenance

Province/Pays	RDC	Rwanda	Tanzanie	Ceux qui ne traversaient pas la frontière	Total
Bubanza	355	9	11	87	462
Bujumbura	346	0	0	15	361
Cibitoke	347	146	5	114	612
Kayanza	1	371	5	842	1219
Ngozi	2	510	11	605	1128
Total	1052	1036	32	1663	3783
%	28%	27%	1%	44%	100%

D'après les interviews réalisées, le commerce transfrontalier est une activité qui a été depuis longtemps exercée de façon informelle par les petits commerçants principalement les femmes. Ces activités procuraient de revenus importants aux commerçants transfrontaliers en grande majorité des femmes, ce qui améliore leur bien-être et celui de leurs familles respectives.

Toutes les femmes rencontrées ont affirmé qu'elles font cette activité dans l'objectif de leur autonomie financière et de pouvoir subvenir aux besoins de leurs ménages.

Au-delà de l'autonomisation économique des femmes et de l'amélioration du bien-être de leurs ménages, ces activités renforçaient le bon voisinage, la création d'amitié et de fraternité et la cohésion sociale entre les populations des différents pays.

Les produits faisant objet du commerce transfrontalier les plus cités sont les légumes et fruits, les produits d'élevage (viande, œufs, cuir), des poissons, vente du charbon de bois.

Les autres produits vendus sont: les produits BRARUDI alcoolisées (Primus, Amstel et non alcoolisées (les limonades), l'eau minérale plus particulièrement avec la RDC, les articles de friperie, les savons et détergents, les produits de beauté et les produits alimentaires (haricot, pomme de terre, etc).

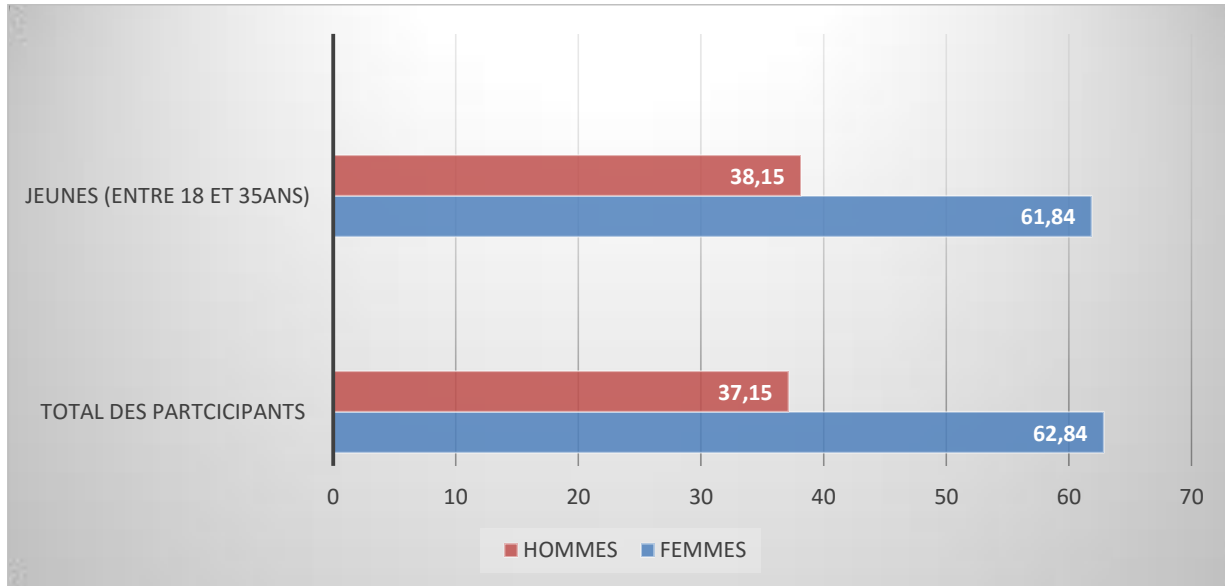
Comme les commerçants transfrontaliers n'utilisent pas de gros montants pour exécuter leurs activités, les moyens de transport utilisés les plus communs sont principalement le transport à la tête ou à la main, les motocyclettes/Vélos et les véhicules.

II.2. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES PERSONNES ENQUÊTÉES AYANT PRIS DES CREDITS INDIVIDUELS

Le nombre total de participants aux discussions restreintes s'élève à 253 personnes dont 159 femmes soit 62,8% et 94 hommes soit 37,2%. Les jeunes de 18 à 35 ans sont au total 152 soit 60% du total des enquêtés. Les jeunes filles étaient au nombre de 94 soit 61,8% de tous les jeunes enquêtés et les jeunes garçons étaient au nombre de 50 soit 38,2% de tous les jeunes enquêtés.

Les participants à ces discussions sont ceux ayant des engagements avec les institutions financières qui ne sont pas encore totalement honorés ou qui les ont honorés avec de grandes difficultés.

Graphique 3. Participants aux groupes de discussions avec crédits individuels



Tous les participants aux entretiens sont de nationalité burundaise et par rapport à leur milieu de résidence, 95,6% vivent en milieu rural et 4,4 % en milieu urbain.

II.2.1. Niveau de Formation des enquêtés

L'analyse du niveau de formation des enquêtés montre que 12% n'ont eu aucune formation, 7% ont suivi des cours d'alphabétisation, 21% ont un niveau d'éducation primaire non achevé, 19% ont niveau d'éducation primaire complet, 15,4% ont un niveau de l'école secondaire non achevé, 21% ont un niveau de l'école secondaire achevé et 5% ont le niveau de l'enseignement supérieur Il ressort de cette analyse que le niveau de formation des bénéficiaires du projet est satisfaisant et constitue un atout pour sa suite.

Tableau 2. Niveau de formation des enquêtés par sexe

Niveau de formation	Femmes	%	Hommes	%	Total	%
Aucune formation	23	9%	7	3%	30	12%
Alphabétisation	12	5%	6	2%	18	7%
Primaire non achevé	35	14%	18	7%	53	21%
Primaire achevé	29	11%	18	7%	47	19%
Secondaire non achevé	23	9%	16	6%	39	15%
Secondaire achevé	30	12%	23	9%	53	21%
Supérieur ou plus	7	3%	5	2%	12	5%
Formation professionnelle	0	0%	1	0%	1	0%
Total	159	63%	94	37%	253	100%

II.2.2. Situation matrimoniale des enquêtés

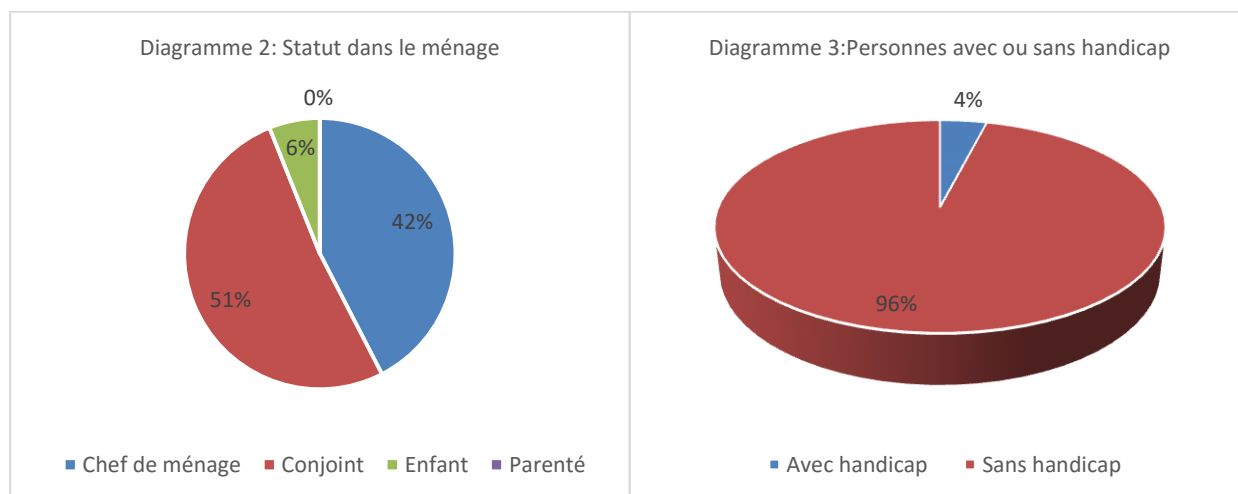
En rapport avec la situation matrimoniale, les données collectées révèlent que 80,6% des enquêtés sont des mariés monogamiques, 5,1% sont veufs ou veuves et 3,2% des séparés, divorcés ou abandonnés par leurs maris pour cause des conséquences du COVID-19. Les célibataires représentent 7,9%, les mariés polygames 0% et les unions libres 7,9%.

Tableau 3. Situation matrimoniale des enquêtés

Catégorie	F	H	Total	%
Célibataire	8	12	20	7,9%
Marié(e) en monogamie	126	78	204	80,6%
Marié(e) en polygamie	0	0	0	0,0%
Divorcé(e)/Separé(e)	8	0	8	3,2%
Veuf(ve)	11	2	13	5,1%
Union libre	6	2	8	3,2%
	159	94	253	100%

II.2.3 Statuts des enquêtés dans le ménage

Parmi les enquêtés, 106 (42%) sont des chefs de ménages, 130 (51%) sont des conjoints de chefs de ménages, 16 (6%) enfants dans les ménages et une parenté (0,3%) d'un des chefs de ménages. Les personnes enquêtées vivant avec handicap sont au nombre de 9 soit 4% de tous les enquêtés. 6 des neufs sont des femmes et 3 des hommes.



II.2.3. Situation socio-économique avant et pendant covid-19 pour les petits commerçants transfrontaliers et les PME

II.2. 3.1. Principales sources de revenus

Les résultats de l'analyse montrent que les activités économiques créatrices de revenus exercées par les participants au focus groups plus particulièrement ceux qui ont contracté des crédits auprès des institutions financières dépendent d'une commune à une autre en fonction des zones agroécologiques et des opportunités de marché de leurs produits comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 4. Sources de revenus des enquêtés en focus groups par commune

Commune	Commerce	Agriculture	Elevage	Epargne/ crédit	Enseignant	Poterie	Fonctionnaire de l'état	Tailleur	Motard	Ménuiserie	Planton
Buganda	76	44	15	9	0	0	0	0	0	0	0
Busiga	23	17	7	1	0	0	4	0	1	0	1
Gihanga	32	12	7	11	0	3	0	0	0	0	0
Mwumba	10	6	5	4	0	0	4	1	0	0	0
Nyamurenza	7	3	1	0	0	0	1	0	0	1	0
Matongo	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kabarore	10	8	8	1	0	0	0	0	0	0	0
Kayanza	6	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Rugombo	60	36	8	28	0	0	0	0	0	1	0
Mutimbuzi	12	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Total	237	129	51	56	2	3	9	1	1	2	1
%	48%	26%	10%	11%	0%	1%	2%	0%	0%	0%	0%

Les données présentées ci-dessus montrent que les principales sources de revenus des enquêtés dans les groupes restreints sont essentiellement le commerce qui est exercé par 48% des enquêtés, l'agriculture avec 26%, l'élevage avec 10% et l'épargne qui occasionne souvent des crédits avec 11%. Ces activités qui génèrent des revenus ne peuvent pas isolées les unes des autres parce que pour la plupart des fois, elles sont complémentaires.

II.2.3.2. Sources de fonds des participants aux focus groups pour exécuter les activités économiques créatrices de revenus

L'enquête a révélé que les répondants utilisent soit leurs épargnes ou les crédits pris dans leurs caisses d'épargne et de crédit avec presque 41% des enquêtés soit leur propre épargne 36%. Les participants ayant contracté des crédits auprès des institutions financières (institutions de microfinances ou banques) représentent 19% du total des enquêtés contre 4% qui fonds recours aux tierces personnes.

Tableau 5. Source de financement pour mener les activités économiques génératrices de revenus des enquêtés

Commune	VSLA/AVEC	Microfinances ou Banque commerciale	Tierce personne	Fonds propres
Buganda	72	8	1	27
Busiga	1	16	1	12
Gihanga	35	0	11	33
Mwumba	7	9	1	13
Nyamurenza	2	7	0	9
Matongo	0	1	0	1
Kabarore	0	11	0	13
Kayanza	0	6	0	0
Rugombo	51	9	5	44
Mutimbuzi	5	12	0	1
Total	173	79	19	153
%	41%	19%	4%	36%

II.2.3.3. Situation des revenus annuels avant la COVID-19

La majorité des enquêtés ont affirmé qu'avant la pandémie de la COVID-19, les activités économiques exercées leur procuraient de revenus qui leurs permettaient de subvenir aux besoins essentiels de leurs ménages notamment aux dépenses de la famille liées à l'alimentation des ménages, l'équipement des ménages, l'achat des vêtements pour la famille plus particulièrement les enfants, la scolarisation et les soins de santé des enfants, l'amélioration de leurs habitation, la participation aux événements sociaux, etc. Les revenus issus des activités ont été aussi un moyen important pour l'autonomisation économique des femmes et les ont aidés à l'amélioration de leur statut et à gagner du respect dans la communauté suite à leur participation dans la vie des familles et communautaire. De ce fait, elles étaient respectées par leurs maris. Le tableau ci-dessous montre les estimations des revenus annuels individuels des enquêtés avant la COVID -19.

Tableau 6 : Estimation du montant total annuel des revenus individuels avant COVID-19

Commune	50 000 – 200 000	200 000 - 500 000	500 000 – 1 000 000	1000 000 – 2 000 000	2 000 000 - 3000 000	3 000 000 – 5 000 000	Plus de 5 000 000
Buganda	1	4	46	20	1	0	1
Busiga	0	0	0	1	3	5	8
Gihanga	0	6	20	7	1	1	0
Mwumba	0	0	3	4	2	5	2
Nyamurenza	1	4	2	3	1	0	3
Matongo	0	0	0	1	2	0	0
Kabarore	0	0	2	2	3	1	6

Kayanza	0	0	1	3	2	1	0
Rugombo	0	3	7	10	6	25	9
Mutimbuzi	0	6	5	2	1	0	0
Total	2	23	86	53	22	38	29
%	1%	9%	34%	21%	9%	15%	11%

II.2.3.4. Situation des revenus individuels des enquêtés après l'apparition de la COVID-19

L'apparition de la COVID-19 a eu des conséquences énormes pour les petits entrepreneurs et les petits commerçants transfrontaliers. Bien que nécessaires, les dispositions prises pour la prévention de la propagation de la maladie ont forcé les petits commerçants transfrontaliers et autres petits entrepreneurs à réduire ou à suspendre leurs activités, ce qui les a plongés dans une situation d'extrême détresse. La plupart ont vu leur revenu baissé, et la situation financière de leurs ménages s'est par conséquent détériorée. En effet, la Covid-19 a fortement bouleversé le commerce transfrontalier qu'est la principale activité réalisée par les bénéficiaires du projet plus particulièrement les femmes. Suite à la fermeture des frontières, les commerçants transfrontaliers dont les majorités sont des femmes n'exercent plus leur business comme avant. Les résultats des entretiens réalisés avec les petits commerçants transfrontaliers et autres petits entrepreneurs montrent clairement que la crise a touché directement leurs activités génératrices de revenu.

Les mesures de restriction liées à la crise ont conduit à un ralentissement ou un arrêt des activités ainsi qu'à une baisse du revenu tiré de ces activités dans toutes les communes concernées par l'étude. Le tableau ci-dessous montre l'estimation des revenus annuels après l'apparition de la COVID-19.

Tableau 7 : Estimation du montant total annuel des revenus pendant la COVID-19

Commune/ Montant	0 – 50 000	50 000 – 200 000	200 000 – 500 000	500 000 – 1 000 000	1 000 000 - 3 000 000	3 000 000 – 5 000 000	Plus, de 5 000 000
Buganda	2	23	44	4	0	0	0
Busiga	7	0	0	0	5	4	1
Gihanga	2	5	20	7	1	0	0
Mwumba	7	0	0	2	6	1	0
Nyamurenza	5	2	1	3	2	1	0
Matongo	2	0	1	0	0	0	0
Kabarore	2	1	4	3	3	1	0
Kayanza	0	1	4	1	1	0	0
Rugomboro	31	5	1	8	15	0	0
Mutimbuzi	5	2	2	5	0	0	0
Total	63	39	77	33	33	7	1
%	25%	15%	30%	13%	13%	3%	0%

L'analyse comparative des revenus individuels avant et après l'apparition de la COVID-19 montre que les revenus des enquêtés ont sensiblement diminué. Alors qu'avant la pandémie de COVID-19, le nombre d'enquêtés qui avaient un revenu entre 3 000 000 BIF et plus de 5 000 000 BIF étaient de 67 soit 26% des répondants. Avec l'apparition de la COVID-19, ce nombre a baissé jusqu'à 3% (8 enquêtés) et ont passé à ceux qui ont des revenus inférieurs variant de 0 à 200 000 francs.

Ainsi, le nombre de personnes ayant un revenu jusqu'à 200 000 BIF, a passé de 2 enquêtés (1%) avant à 102 (40%) après l'apparition de la pandémie.

La proportion des enquêtés avec un revenu variant entre 1000 000 et 3 000 000 était de 75 avant la COVID-19 soit 30%, ils ont été à 66 avec l'apparition de la COVID-19 soit 26%. Alors qu'avant la crise, les enquêtés qui avaient un revenu entre 200 000 et 1 000 000 étaient de 109 soit 42%, après l'apparition de la COVID-19, ils sont à 110 soit 43%. Cette analyse montre clairement que les revenus sont allés en decrescendo comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 4. Variation des revenus avant et après apparition de la COVID-19



En outre, comme le montre le tableau ci-dessous 42% (165) des enquêtés ont déclaré que leurs revenus ont diminués et que 19% (73%) ont totalement perdu leurs revenus. Les effets de la crise COVID-19 sur les revenus ont été ressentis dans toutes les provinces mais très accentué à Cibitoke. Comme déjà présenté ci-dessus, pour continuer à vivre, les familles ont consommé le capital de leur business, ce qui fait que la reprise de leurs activités après la levée de ces mesures demeure problématique.

En effet, les populations citent que ceux qui pouvaient auparavant exercer dans l'économie informelle, ont pour la plupart perdu leur unique source de revenus du fait de la réduction des opportunités professionnelles consécutives aux mesures de prévention liées au Covid-19. Ainsi, 40% (161 personnes) ont déclaré qu'elles ont des difficultés pour accéder aux marchés des pays voisins pour gagner leurs revenus, 41% déclaré que leurs revenus ont diminué et 19% ont déclaré avoir perdu tous leurs revenus.

Tableau 8: Déclaration des enquêtés sur la variation de leurs revenus individuels

Commune	Pas de changement	Augmentation des revenus	Diminution des revenus	Perte totale des revenus	Difficultés d'accès aux marchés des pays voisins
Buganda	0	0	23	51	68
Busiga	0	0	10	0	10
Gihanga	0	0	32	1	30
Mwumba	0	0	9	2	5
Nyamurenza	0	0	9	0	8
Matongo	0	0	1	0	0
Kabarore	0	0	9	9	11
Kayanza	0	0	4	1	6
Rugombo	0	0	55	9	10
Mutimbuzi	0	0	13	2	13
Total	0	0	165	75	161
%	0%	0%	41%	19%	40%

II.2.3.5. Changements d'activités suite à la pandémie de COVID-19

Les petits entrepreneurs, notamment les femmes commerçantes sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques. La fermeture des frontières liée au COVID-19 et les mesures de restriction de mobilité ont perturbé les marchés et les chaînes d'approvisionnement et a dépourvu les familles des moyens de subsistance. Cette situation a été aggravée par les différentes catastrophes et intempéries notamment les inondations dans la zone de Gatumba et l'incendie survenue dans le marché de Kamenge qui a pris feu au cours de cette période de la COVID-19. De nombreux commerçants dont beaucoup de femmes ont perdu leurs marchandises qu'elles y étalaient en substitution à leurs activités transfrontalières. Face à cette situation, la majorité des petits entrepreneurs ont été obligés de consommer leur capital soit pour remplacer les biens détruits et construire une nouvelle maison, soit pour satisfaire les besoins des ménages. Ainsi, 42% des enquêtés ont été obligés de diminuer leurs activités alors que 17% ont arrêté complètement leurs activités. Les enquêtés qui éprouvent des difficultés d'approvisionnement aux marchés des pays voisins représentent 37%.

Tableau 9 : Niveau de changement d'activités suite à la COVID-19 au niveau individuel

Commune	Pas de changement	Augmentation des activités	Diminution des activités	Arrêt des activités	Difficultés d'accès aux marchés des pays voisins
Buganda	0	0	44	35	69
Busiga	0	0	10	0	10
Gihanga	0	0	33	1	30
Mwumba	0	0	8	1	4
Nyamurenza	0	1	8	0	8
Matongo	0	0	1	0	0
Kabarore	0	0	9	11	11
Kayanza	0	1	4	0	2
Rugombo	12	1	43	14	14
Mutimbuzi	1	0	13	8	5
Total	13	3	173	70	153
%	3%	1%	42%	17%	37%

II.2.3.6. Effets de la COVID-19 sur la situation socio-économique des ménages

II.2.3.6.1. Effets de la COVID-19 sur les activités économiques et les revenus des enquêtés

La dégradation des revenus tirés des activités économiques a impacté sur la situation financière des ménages et leurs conditions de vie. En effet, la majorité des participants à l'enquête étant pour la plupart des femmes cheffes de ménage, qui ont à leur charge, avec l'arrêt de leurs activités, elles font face à beaucoup de problèmes suite à la réduction ou l'arrêt ou diminution des dépenses des ménages dont l'impossibilité de satisfaire les besoins de première nécessité.

En effet, sur le plan des services de base, la pandémie à COVID-19 a réduit l'accès aux soins de santé, à l'éducation de qualité. Ainsi, la quasi-totalité des personnes enquêtées (plus de 80%) ont été obligés de réduire les dépenses qui affectent considérablement le bien-être des enfants. Les parents des enfants qui fréquentaient les écoles privées les y ont retirés pour fréquenter les établissements publics qui sont moins chers et ceci fruste sérieusement les enfants. En outre, les dépenses habituelles liées aux vêtements, jouets et loisir des enfants ont été arrêtées.

Par ailleurs, la COVID-19 a plongé les ménages dans l'insécurité alimentaire causée indirectement par la diminution du revenu mais aussi directement par l'accès plus restreint au marché ou la diminution ou même l'interruption des chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires. Sur les besoins en alimentation, la majorité personnes enquêtées éprouvent des difficultés pour se nourrir normalement pendant la période du COVID-19 en comparaison avec la période précédant la pandémie. En effet, pour 95% des personnes enquêtées, tous les membres de leur ménage consommaient 2 à 3 repas par jour avant la pandémie de COVID-19. Avec de faibles revenus et une tendance à la baisse du fait du ralentissement des activités économiques des suites du COVID-19, il devient difficile pour les personnes enquêtées de maintenir le nombre habituel de repas par jour, surtout que des besoins non-alimentaires sont aussi à satisfaire.

Les participants aux consultations ont affirmé que le phénomène le plus commun est d'avoir diminué la consommation de certains types d'aliments comme la viande et le poisson qui a été

substituée par les légumes et le haricot qui n'étaient pas dans les habitudes alimentaires.

La raison majeure est de privilégier la consommation de biens moins coûteux consécutive à la diminution des revenus et à la crise agricole car la période de la pandémie de COVID-19 a coïncidé avec d'événements météorologiques dans certains endroits.

II.2.3.6.2. Effets au niveau social

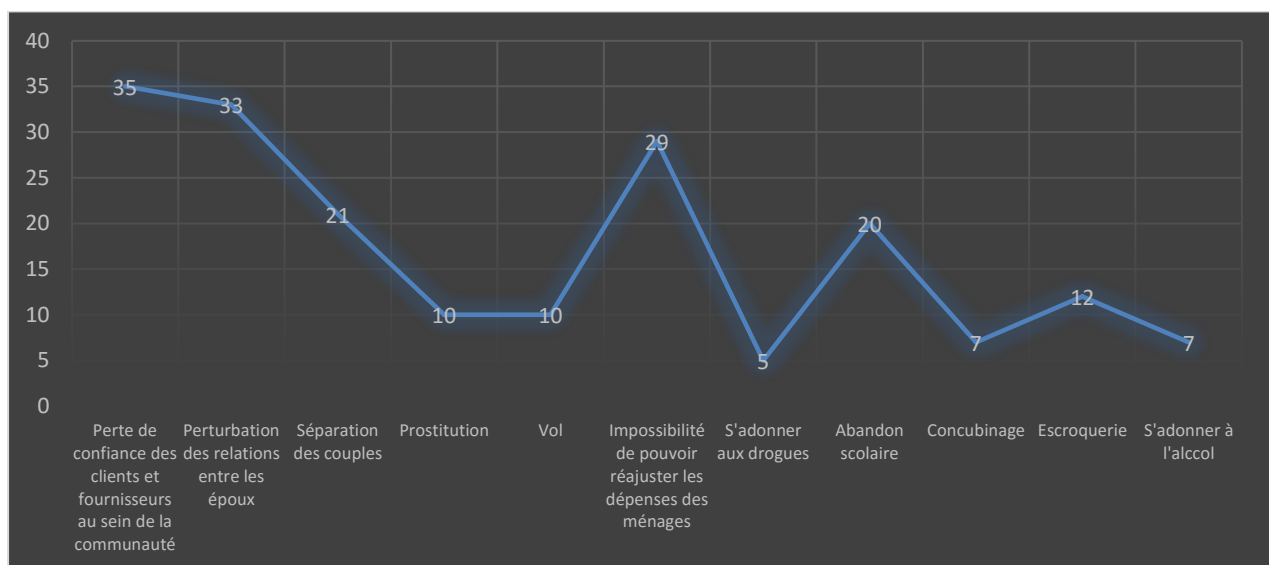
Outre les aspects économiques et de sécurité alimentaire, la diminution des revenus des ménages a eu un impact au niveau des rapports personnels entre époux et dans la communauté entière. Au niveau des ménages, les femmes rencontrées ont déclaré que suite à l'épuisement de leur capital, et que souvent elles ne sont plus capables de contribuer à la satisfaction des besoins des ménages, les relations entre époux se dégradent au jour le jour. Les femmes ne sont plus respectées par leurs maris comme avant, car elles n'apportent à la maison quelque chose de complémentaire.

Des cas de dislocation des familles et de femmes abandonnées par leurs maris ont été signalés parce qu'elles n'arrivent plus à faire vivre la famille comme avant.

Les femmes qui font du commerce transfrontalier peuvent passer un ou deux jours entiers dans les pays voisins, en dehors de leurs foyers et cela doit avoir des répercussions sur la gestion des affaires familiales.

A cet effet, les femmes exerçant ces activités avaient l'habitude d'engager et de payer des gens pour exécuter certains travaux. Ainsi, les dépenses liées au personnel domestique ont été aussi diminué dans les ménages. Par ailleurs, la diminution des revenus a eu un impact négatif sur les relations dans la communauté. Plus de 80% des enquêtés ont déclaré avoir arrêté, ou réduit les dépenses en rapport avec la participation aux évènements sociaux (mariages, baptêmes, levée de deuil et autres), ce qui entraîne une mauvaise cohabitation sociale. Aussi, la perte de confiance des clients et des fournisseurs tant au niveau local qu'au-delà des frontières ont été signalés. Les graphiques qui suivent illustrent le nombre de groupes qui ont cité les conséquences sociales de la covid-19 dans les ménages. Comme la méthodologie adoptée par l'analyse ne permettait pas d'aller en profondeur pour connaître les cas exacts, il fallait savoir si ces cas existent.

Graphique 5 : Conséquences sociales de la COVID-19 dans les ménages consécutifs à la diminution des revenus



II.2.3.7. Engagements des Commerçants transfrontaliers et petits et moyens entrepreneurs avec les institutions financières

Pour exécuter leurs activités économiques, 86 personnes ont contracté des crédits individuels au sein des institutions de microfinance ou des banques commerciales comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 10. Nombre de personnes ayant pris des crédits dans les institutions financières

Commune	Nombre des personnes pour IMF	Nombre des personnes pour banque	Total
Buganda	5	0	5
Busiga	9	3	12
Gihanga	2	1	3
Mwumba	8	1	9
Nyamurenza	8	0	8
Matongo	1	0	1
Kabarore	11	9	20
Kayanza	5	1	6
Rugombo	8	2	10
Mutimbuzi	10	2	12
Total	67	19	86

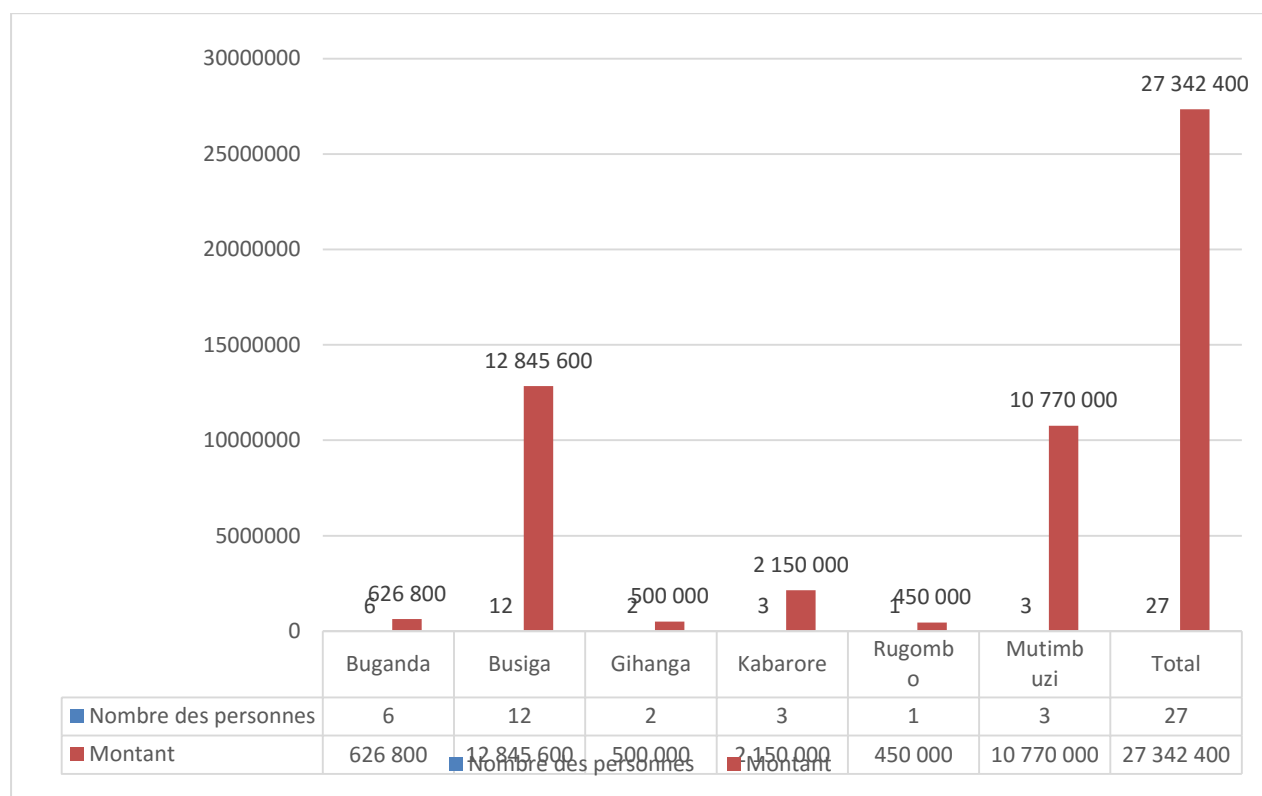
II.2.3.7.1. Situation des crédits non encore remboursés mais qui sont toujours dans les délais

Les crédits non encore remboursés mais qui n'ont pas dépassé les délais sont au nombre de 27 totalisant un montant de 27 342 400 francs burundais comme présentés dans le graphique ci-dessous.

Ces crédits ont été pris pendant la période de la COVID-19 essentiellement pour le redémarrage des activités économiques paralysées pendant la COVID-19.

Pour les communes de Nyamurenza, Matongo et Kayanza il n’y avait pas de crédits qui étaient dans les délais mais qui n’étaient pas encore remboursés.

Graphique 6. Situation des crédits non encore remboursés mais toujours dans les délais



La situation des crédits non encore remboursés mais qui n’ont pas encore dépassé les délais de remboursement est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11. Situation des crédits en cours par institution financière

Commune /institutions financières	CECM	TFESTE	COOPEC	UCODE	MUTEC	KCB	DUFATANE MUNDA	BCB	ASS TUJE HAM WE	AVEC OM	TUR AME MIC ROF INA NCE	COFA	COOP ERATI VE SANG WE	SOCA BU	Microfina nce non connue	Total
Buganda	7	0	167 800	0	0	0	0	0	0	700 000	0	400 000	500 000	0	4 500 000	6 267 800
Busiga	0	0	9 385 600	610 000	0	1 400 000	0	0	0	0	0	0	0	450 000	0	11 845 600
Gihanga	0	0	0	0	0	0	100 000	0	400 000	0	0	0	0	0	0	500 000
Mwumba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nyamurenza	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matongo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kabarore	0	0	0	1 800 000	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 150 000
Kayanza	0	0	0	0	0	0	0	2 500 000	0	0	0	0	0	0	0	2 500 000
Rugombo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450 000	0	0	0	0	450 000
Mutimbuzi	630 000	9 840 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 470 000
Total	630 000	9 840 000	9 553 400	2 410 000	350 000	1 400 000	100 000	2 500 000	400 000	700 000	450 000	400 000	500 000	450 000	4 500 000	34 183 400

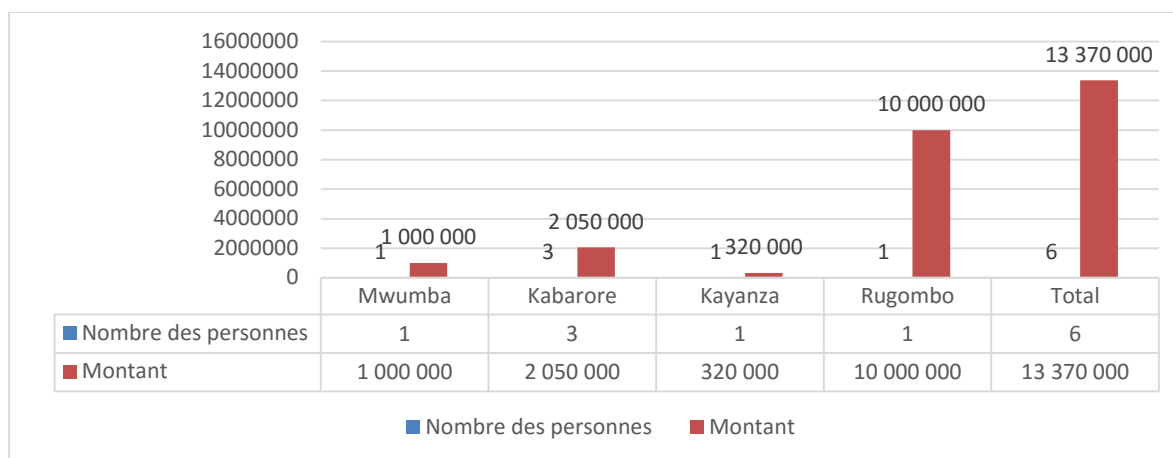
II.2.3.7.2. Crédits non encore remboursés et ayant dépassé les délais

La crise de la COVID-19 a mis les clients des IMF et des banques en situation d'impossibilité de rembourser des crédits à des conditions initialement convenues avec leurs institutions financières ce qui entraîne des pénalités de retard. Cette situation a eu des conséquences néfastes sur les économies des ménages qui doivent faire recours à des stratégies négatives d'adaptation comme, l'épuisement des épargnes pour l'avenir, la vente des biens et actifs des ménages suite aux mesures de saisies de garantis pénalités.

Tout comme la COVID-19 affecte davantage les personnes présentant déjà des problèmes de santé, la crise économique déclenchée par la pandémie met au jour et aggrave les facteurs de vulnérabilité financière des ménages déjà confrontés à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, à l'instabilité des conflits et aux autres intempéries répétitives conduisant à l'insuffisance alimentaire. Tous ces facteurs combinés engendrent des fois des conséquences psychologiques et de stress prononcés pour le fait de se voir diminuer de valeur suite à cette insolvabilité.

Les crédits ayant dépassé les délais sont au nombre de 6 à hauteur de 13 370 000 francs burundais comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 7. Crédits non encore remboursés ayant dépassé les délais



La répartition des impayés par institution financière est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12. Crédits non remboursés par institution financière

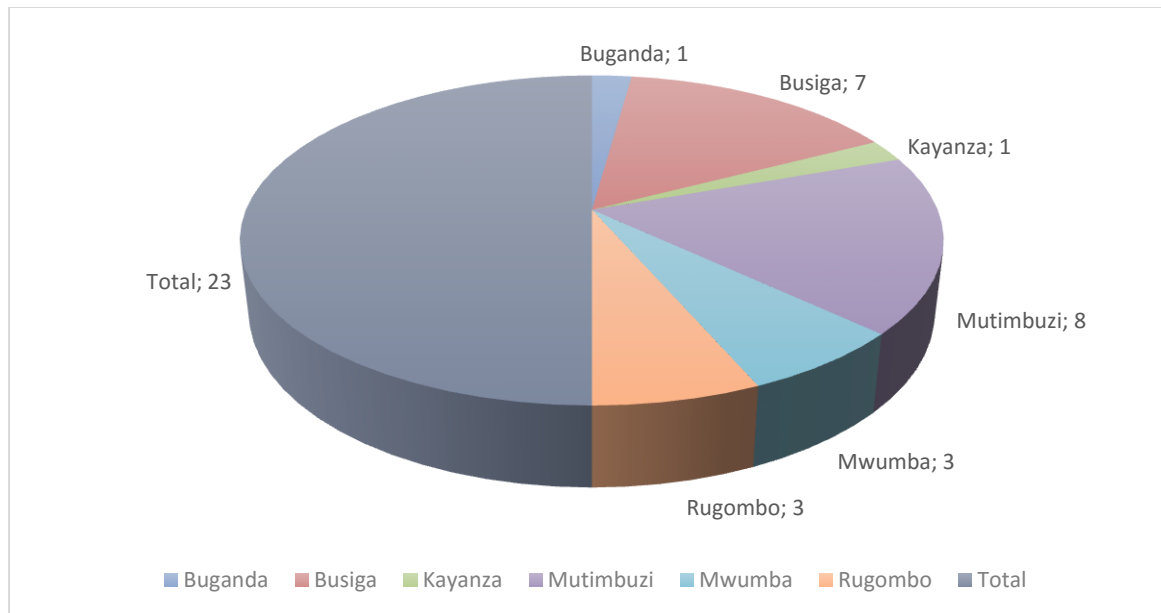
Commune	MUTEC	UCODE	INTERBANK	BNDE	BCB	Total
Mwumba	0	0	0	1000000	0	1000 000
Kabarore	350000	1700000	0	0	0	2 050 000
Kayanza	0	0	0	0	320000	320 000
Rugombo	0	0	10000000	0	0	10 000 000
Total	350 000	1 700 000	10 000 000	1 000 000	320 000	13 370 000

II.3. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUE DES ASSOCIATIONS ET COOPERATIVES AYANT PRIS DES CREDITS.

II.3.1. Participants à l'enquête

Au total, 23 associations ont participé à cette enquête dont la répartition par province est reprise dans le tableau ci-dessous.

Diagramme 4. Répartition des associations par commune



II.3.2. Principales sources de revenus

Les principales sources de revenus pour les associations sont essentiellement l'épargne et crédit dans le commerce avec 38% des enquêtés, suivi de l'agriculture et l'élevage respectivement 23% et 16%. L'épargne et le crédit représentent 14% et l'artisanat 9%.

Tableau 13. Principales sources de revenus des associations

Commune	Commerce	Agriculture	Elevage	Epargne/crédit	Artisanat	Total
Buganda	1	1	0	0	0	2
Busiga	7	4	2	3	5	21
Mwumba	3	2	0	3	0	8
Kayanza	0	1	1	0	0	2
Rugombo	3	2	1	1	0	7
Mutimbuzi	7	3	5	1	0	16
Total	21	13	9	8	5	56
%	38%	23%	16%	14%	9%	100%

II.3.3. Source de Fonds pour mettre en œuvre les activités créatrices de revenus

Pour réaliser leurs activités qui leur procurent de revenus, les associations font recours aux institutions financières 19% (crédits de IMF), aux fonds propres avec 17%, aux crédits pris dans les associations pour 3% comme illustré dans le tableau suivant.

Tableau 14. Source de fonds pour financer les activités économiques des associations

Commune	Fonds propre	Microfinances ou Banque commerciale	Associations autres que les VSLA	Appui financier auprès du ministère de la solidarité
Buganda	1	1	0	0
Busiga	7	5	0	0
Mwumba	3	1	2	1
Kayanza	1	1	0	0
Rugombo	3	3	0	0
Mutimbuzi	2	8	1	0
Total	17	19	3	1

II.3.4. Situation des revenus annuels avant la COVID-19

Les tableaux ci-dessous présentent la situation des revenus annuels des associations avant et pendant la pandémie de la COVID-19.

Tableau 15 : Situation des revenus annuels des associations avant la COVID-19

Commune	200 000-500 000	500 000-1000 000	1000 000-3000 000	3000 000-5000 000	Plus de 500,0000
Buganda	0	0	0	1	0
Busiga	0	0	1	1	5
Mwumba	0	1	0	2	0
Kayanza	0	0	0	1	0
Rugombo	0	0	0	1	2
Mutimbuzi	0	1	3	2	2
Total	0	2	4	8	9
%	0	9%	17%	35%	39%

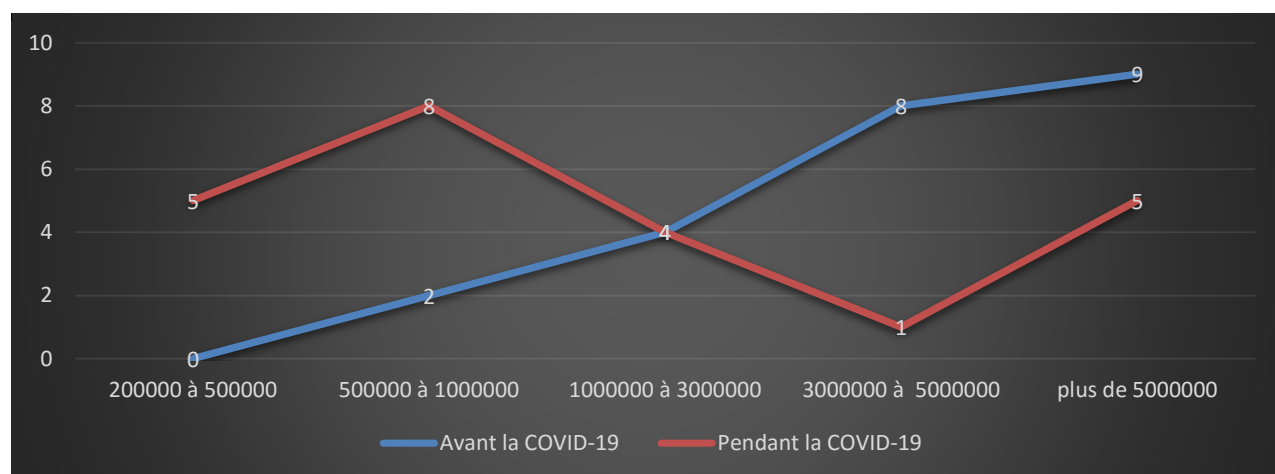
Tableau 16: Situation des revenus annuels des associations après apparition de la COVID-19

Commune	200 000 - 500 000	500 000-1000 000	1000 000 - 3000 000	3000000 – 5000000	Plus, de 5000000
Buganda	0	1	0	0	0
Busiga	1	1	1	1	3
Mwumba	2	1	0	0	0
Nyamurenza	5	9	7	0	1
Kayanza	0	1	0	0	0
Rugombo	0	1	0	0	0
Mutimbuzi	2	2	3	0	1
Total	5	8	4	1	5
%	22%	35%	17%	4%	22%

L'analyse comparative des revenus avant et après l'apparition de la COVID-19 montre une situation semblable à celle faite lors de l'analyse des revenus des individus et montre que les revenus des associations ont diminué. Alors qu'avant la pandémie de COVID-19, le nombre d'associations qui avaient un revenu entre 3 000 000 BIF et plus de 5000 000 BIF étaient de 17 soit 74%

des répondants, avec l'apparition de la COVID-19, ce nombre a baissé jusqu'à 6 soit 26 % des répondants. C'est ainsi que le nombre d'associations ayant un revenu de 200 000 à 1000 000 de francs burundais, a passé de 9 % avant la COVID-19 à 57% après l'apparition de la maladie. Le graphique ci-dessous montre la tendance des revenus entre la situation avant la COVID-19 et après l'apparition de cette pandémie.

Graphique 8: Evolution des revenus des associations avant la COVID-19 et après son apparition



Ceci corrobore avec les déclarations des participants à l'enquête quant aux difficultés d'accès aux marchés des pays voisins (43%), à la diminution des revenus (16%) et à la perte totale des revenus (4%). Au niveau des associations/ Coopératives, 53% ont déclaré avoir vu leurs revenus diminués, 22% avec une perte totale de revenus et 23% avec des difficultés d'accéder aux marchés des pays voisins.

Tableau 17: Déclaration des participants à l'enquête sur la variation des revenus des associations et coopératives

Commune	Pas de changement	Augmentation des revenus	Diminution des revenus	Perte totale de revenus	Difficultés d'accès aux marchés des pays voisins
Buganda	0	0	0	1	1
Busiga	0	0	5	0	5
Mwumba	0	0	1	1	1
Kayanza	0	0	1	0	0
Rugombo	0	0	3	0	0
Mutimbuzi	0	0	4	4	0
Total	0	0	14	6	7
%	0%	0%	52%	22%	26%

Tableau 18. Déclaration des participants à l'enquête sur la variation des revenus des associations et coopératives

II.3.5. Situation des activités des associations

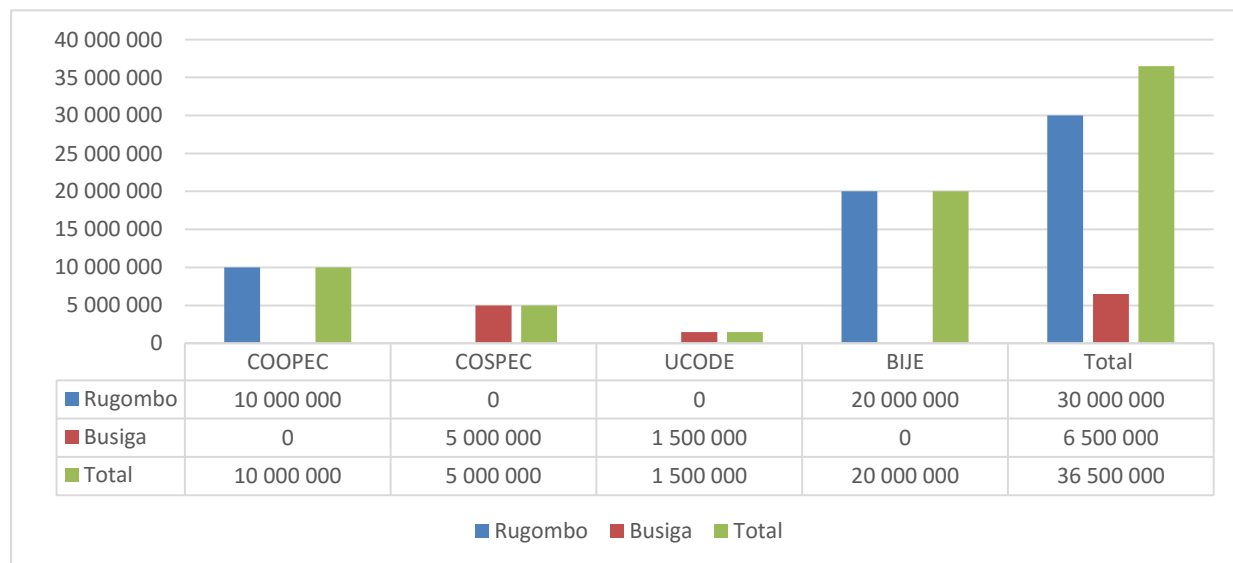
Commune	Pas de changement	Diminution des activités	Arrêt des activités	Difficultés d'accès aux marchés des pays voisins	
Buganda	0	0	1	0	1
Busiga	0	0	5	0	5
Mwumba	0	0	1	1	1
Kayanza	0	0		0	0
Rugombo	0	0	3	0	1
Mutimbuzi	5	0	1	1	1
Total	5	0	12	2	9
%	18%	0%	43%	7%	32%

La situation des revenus est fortement influencée par le niveau de réalisation des activités. Ainsi, au niveau des associations, 18% ont signalé n'avoir eu aucun changement, 43% ont vu leurs activités diminuées, 32% ont des difficultés d'accès aux marchés des pays voisins et 7% ont arrêté leurs activités.

II.3.4. Crédits pris par les associations et coopératives

Au total 23 crédits ont été pris par les associations dont 19 dans les Institutions de microfinance et 4 dans les banques. Parmi ces crédits, 4 d'une valeur de 36 500 000 francs burundais ne sont pas encore remboursés et sont dans les délais alors qu'un crédit de 700 000 octroyé par la COSPEC dans la commune de Buganda a dépassé les délais de remboursement. Tous les autres 18 crédits ont été remboursés.

Graphique 9. Crédits encours pour les associations et par commune



II.4. STRATEGIES D'ADAPTATION PRISES POUR FAIRE FACE A LA SITUATION CAUSEE PAR LA PANDEMIE

II.4.1. Stratégies adoptées par les preneurs de crédits individuels

En période de crise de COVID-19 différentes stratégies pour faire face à la crise et de continuer à subvenir à leurs besoins ont été adoptées. La stratégie d'adaptation la plus adoptée a été d'utiliser l'argent qu'ils avaient économisé avec une proportion de 43% (136) de ceux qui ont adopté au moins une stratégie,

les interviewés représentant 13% (42) ont fait recours aux nouveaux crédits, 23% (72) ont prolongé les délais de remboursement alors que 15% (48) ont complètement arrêté de rembourser.

Les autres stratégies étaient de trouver d'autres activités comme celles commerciales au niveau local mais moins rémunératrices. Les activités entreprise sont notamment la vente des légumes et fruits, les activités agricoles et d'élevage ainsi que le commerce de divers articles. Le changement d'activités concernait essentiellement les commerçants transfrontaliers. Les emprunts chez les amis ou membres de la famille, la vente ou gage des biens du ménage, les crédits dans groupes d'épargne et de crédit et le partage de bénéfices des groupements ont été des stratégies qui ont été utilisées par au moins 6% des enquêtés.

L'épargne a donc constitué pour les enquêtés le premier filet de sécurité, avant le recours à l'emprunt ou l'arrêt des remboursements, ce qui est un signe de la capacité des clients à absorber un choc et plus généralement de leur résilience.

Le fait de dépenser l'épargne entraîne très souvent une réduction de la capacité à faire face à des chocs futurs en raison d'une diminution des ressources ou une augmentation des dettes, traduisant aussi une situation de stress.

Tableau 19. Stratégies d'adaptation adoptées par les enquêtés

Province	Pro pres économie	Nouv eau crédit /IF	Exte nsion durée de remboursement	Arrêt de rembourse ment	Empru nt ami ou famille	Vente ou gage des biens du ménage	Empr unt dans un AVE C	Trouv er une autre activité	hypot hèque	Partage de bénéfices des groupem ents
Buba nza	36	0	0	0	2	1	4	0	0	6
Buju mbur a	10	7	2	0	0	0	0	0	0	0
Cibit oke	44	3	66	42	0	1	0	1	0	0
Kaya nza	9	14	0	5	0	0	1	0	1	0
Ngozi	37	18	4	1	0	0	3	0	0	0
Total	136	42	72	48	2	2	8	1	1	6

II.4.1. Stratégies adoptées par les associations

Les stratégies d'adaptation adoptées par les associations ne diffèrent pas de celles des preneurs des crédits individuels. 63% ont opté pour l'utilisation de leurs propres économies, 21% pour les nouveaux crédits, 13% l'extension de la durée de remboursement et 4% pour l'arrêt des remboursements.

Tableau 20. Stratégies d'adaptation optées par les associations.

Commune	Propres économie	Nouveau crédit/IF	Extension durée de remboursement	Arret de remboursement
Buganda	0	0	1	0
Busiga	7	2	0	0
Mwumba	2	0	0	0
Kayanza	1	1	0	0
Rugombo	3	0	0	0
Mutimbuzi	2	2	2	1
Total	15	5	3	1
%	63%	21%	13%	4%

II.5. BESOINS D'APPUI ET PROPOSITION DES ACTIONS POUR RELANCER LES AFFAIRES DES ENQUETES

Afin de mettre fin aux problèmes rencontrés par les enquêtés, les participants et les participantes aux consultations sont unanimes qu'il faut mener des actions de soutien tant technique que financier qui leur permettraient de reprendre leurs activités économiques. Pour les crédits individuels, 47% des enquêtés proposent des appuis financiers en vue du redémarrage de leurs activités, 24% sollicitent un accompagnement au sein des ménages et des communautés pour réduire les effets sociaux (, stress, psychologiques et autres), 18% voudraient l'allègement des conditions d'accès aux crédits et leur remboursement, 6,4% aimeraient voir les mesures de saisies de garantis et l'application des pénalités de retard suspendues. Les autres propositions sont la suspension des obligations fiscales, le financement à des taux subventionnés, différer les échéances du remboursement des prêts bancaires pour 5% des enquêtés.

Pour les crédits collectifs, 89% sollicitent l'appui financier pour redémarrer les activités, 44% l'accompagnement au sein des ménages et des communautés pour réduire les effets sociaux (psychologiques et autres), 34% Plaidoyer pour l'allègement des conditions d'accès aux crédits et leur remboursement, 12% le plaidoyer pour la suspension des mesures de saisies de garantis et l'application des pénalités de retard, 6% le Financement à des taux subventionnés et 3% différer les échéances du remboursement des prêts bancaires.

Tableau 21. Besoins d'appui pour relancer les activités selon les enquêtés (crédits individuels)

Province	Appui financier pour redémarrer les activités	Plaidoyer pour la suspension des mesures de saisies de garantis et l'application des pénalités de retard	Plaidoyer pour l'allègement des conditions d'accès aux crédits et leurs remboursements	Suspension des obligations fiscales pour mon entreprise	Financement à des taux subventionnés	Accompagnement au sein des ménages et des communautés pour réduire les effets sociaux (psychologiques et autres)	Différer les échéances du remboursement des prêts bancaires
Bubanza	36	0	14	0	0	10	0
Bujumbura	5	4	3	2	3	1	1
Cibitoke	133	7	63	0	3	90	2
Kayanza	19	11	5	0	7	6	0
Ngozi	46	6	6	0	1	4	3
Total	203	28	77	2	14	101	6

Tableau 22. Besoins d'appui pour relancer les activités selon les associations (crédits collectifs)

Commune	Appui financier pour redémarrer les activités	Plaidoyer pour la suspension des mesures de saisies de garants et l'application des pénalités de retard	Plaidoyer pour l'allègement des conditions d'accès aux crédits et leurs remboursements	Suspension des obligations fiscales pour non reprise	Financement à des taux subventionnés	Accompagnement au sein des ménages et des communautés pour réduire les effets sociaux (psychologiques et autres)	Suspension des obligations fiscales	Diférer les échéances de remboursement	Diminuer les taxes	Construction d'un hangar	Appui d'une voiture pour le transport	Renforcement des capacités sur l'éducation financière	Total
Buganda	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Busiga	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	9
Mwumba	3	0	1	0	1	1	0	0	0	1	0	0	7
Kayanza	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Rugomb o	3	2	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	8
Mutimbu zi	6	1	3	0	2	1	0	0	0	0	0	0	13
Total	21	3	5	0	3	3	0	0	0	1	1	2	39
	54%	8%	13%	0%	8%	8%	0%	0%	0%	3%	3%	5%	100%

III. DEFIS ET OPPORTUNITES

III.1. DEFIS

Même si la majorité demande l'appui financier, les résultats de l'enquête ont montré qu'il y a encore des défis à relever pour que les actions proposées soient efficaces.

- ☞ Moins de 10% des enquêtées font recours aux crédits classiques soit auprès des IMF ou banques commerciales. Les raisons avancées sont principalement, le taux d'intérêts élevé, la manque de garantie, la peur de ne pas pouvoir rembourser, le manque de connaissance sur les procédures d'accès aux crédits classiques et le manque de capacités de gestion des crédits.

A part que les IMF et les banques ont trop d'exigences pour accéder au crédit et le rembourser, le montant d'intérêt que le créancier paye est encaissé exclusivement par l'IMF, tandis que pour le cas des groupes d'épargne et de crédit, le total des intérêts collectés seront redistribués entre tous les membres, sans exception à la fin du cycle. La procédure d'octroi de crédit y est également très simplifiée. En outre, le dépôt d'argent aux IMF ou banques exigent des frais de transaction et de gestion. En plus, les personnes rencontrées ont peur de procéder à la caution solidaire par manque de confiance les uns (unes) envers les autres.

☞ La majorité des enquêtés ont de connaissance sur les l'éducation financière, les procédures d'accès aux crédits classiques, gestion des crédits et modalités de remboursement raison pour laquelle plus de 80% font recours aux crédits octroyés par les caisses d'épargne et de crédit mais ces crédits sont généralement de trop petits montants qui ne permettent pas de réaliser de projets de grande envergure. Certes, les VSLA ont joué un grand rôle dans l'éducation à l'épargne, crédit et dans la monétarisation du monde rurale mais leur connexion aux institutions financières reste un grand défi.

☞ Tous les commerçants rencontrés opèrent avec un faible capital variant entre 50.000 et 500.000 francs burundais et il n'existe pas pratiquement de services ou produits financiers adaptés à leur profil.

☞ En matière de commerce transfrontalier, la majorité des personnes rencontrées ignorent la réglementation régissant les mouvements transfrontaliers des marchandises et peu d'entre elles disposent de documents de voyage requis, notamment le passeport, les laissez-passer ou la carte CEPGL sans oublier l'ignorance des lois et procédures douanières. Ceci qui pousse certaines femmes exerçant commerce transfrontalier à passer par des chemins détournés. Ainsi, leur sécurité n'est pas garantie et peuvent s'exposer aux viols et violences de toutes formes

☞ Peu de commerçants transfrontaliers encore moins les femmes connaissent les avantages que les petits commerçants ont de l'intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine et au COMESA. Ces organisations ont mis en place des régimes simplifiés pour les petits commerçants faisant le commerce transfrontalier afin de faciliter l'importation et l'exportation de leurs marchandises et de bénéficier de l'exonération des droits d'importation sur les produits échangés figurant sur les listes communes.

III.2. OPPORTUNITES POUR LES COMMERÇANTS TRANSFRONTALIERS ET LES PME

☞ L'intégration du Burundi à la Communauté est africaine (CEA) *et au* COMESA est une grande opportunité pour les commerçants transfrontaliers du moment où le pays a bénéficié des programmes régionaux visant à faciliter le commerce.

Ce dernier ayant mis au point le Régime commercial simplifié (RECOS) qui est une procédure de dédouanement simplifiée entre ses États membres utilisée par les petits commerçants faisant le commerce transfrontalier pour faciliter l'importation et l'exportation de leurs marchandises et de bénéficier de l'exonération des droits d'importation sur les produits échangés figurant sur les listes communes mais qui apparemment n'est pas connu par les commerçants transfrontaliers.

- ☞ La présence des IMF de proximité dans toutes les communes d'intervention qui peuvent être flexibles et mettre en place des produits spécifiques à ces groupes est aussi une grande opportunité pour faciliter les interactions entre ces institutions financières et leurs clients.
- ☞ La Banque d'investissement et de développement pour les femmes (BIDF) et la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) pour contribuer au financement des projets des jeunes entrepreneurs sont aussi de grandes opportunités pour financer les activités des femmes et des jeunes entrepreneurs.
- ☞ Les différents acteurs (Gouvernement, Bailleurs de Fonds, Agences des Nations Unies, ONG Nationales et Internationales) sont prêts à appuyer les communautés vulnérables dans leurs initiatives d'auto-développement.

IV.CONCLUSION

- ↳ L'analyse présentée ci-dessus montre l'état des lieux de la situation de la COVID-19 sur la vie des hommes et femmes pratiquant le commerce transfrontalier et gestionnaire des PME au niveau économique, social, et psychologique.
- ↳ L'analyse montre que la COVID-19 a eu des répercussions sur la situation économique de petits commerçants transfrontaliers et les gestionnaires des petites et moyennes entreprises notamment à travers la réduction ou l'arrêt de leurs activités économiques et corollairement la diminution ou la perte totale de leurs revenus.
- ↳ La diminution des revenus s'est traduite par une forte augmentation de la pauvreté dans les ménages étudiés qui ne parviennent plus à satisfaire les besoins élémentaires de leurs ménages et plus particulièrement le bien-être de leurs enfants. Les ménages ne parviennent plus à assurer la sécurité alimentaire de leurs ménages et de pouvoir continuer à contribuer à leur autonomie financière.
- ↳ En effet, la diminution des revenus et la détérioration des conditions de vie des ménages ont perturbé les dynamiques familiales où des cas de disputes, perturbations de relations intrafamiliales et dans la communauté et voire même des dislocations des couples ont été signalées.
- ↳ La diminution des ressources a eu non seulement des effets collectifs encourus par les familles mais aussi individuels. Ainsi, des effets psychologiques sur les commerçants transfrontaliers qui ne savent plus à quel saint se vouer après

avoir tout perdu et des cas de stress ou des déprimés ont été signalés. Ceci a été aggravé par d'autres incidents comme les phénomènes météorologiques (inondations, glissements de terrains, etc.), l'incendie des marchés etc.

- ↳ L'analyse a mis aussi en exergue l'accès aux financements des petits commerçants transfrontaliers et les gestionnaires des petites et moyennes entreprises et a montré que la majorité est encore dans l'informel et ne prend pas de crédits classiques pour réaliser des activités plus porteuses. Le manque de connaissances sur l'éducation financière constitue un grand frein à la croissance de leurs économies.
- ↳ Cette analyse a permis d'informer les acteurs du secteur sur la situation. Ainsi, AFRABU pourra partager régulièrement les résultats avec d'autres intervenants pour alimenter le dialogue afin que ceux-ci puissent envisager des mesures de soutien au secteur appropriées.
- ↳ Malgré cette situation, les PTC et les PME n'ont pas croisé les bras et ont adopté les stratégies d'adaptation fondées sur le recours à leurs propres réserves financières, le changement d'activités, le recours aux crédits ou le ralentissement ou arrêt du remboursement des crédits pris. Peu de gens ont adopté les stratégies négatives telles que la vente des biens des ménages, le recours aux vols et aux comportements indignes.

V.PISTES DE SOLUTIONS RETRAÇANT LES BESOINS EN ACCOMPAGNEMENT, DOLEANCES DES BENEFICIAIRES ET RECOMMANDATIONS DES DIFFERENTS ACTEURS

Sur base des résultats de cette analyse, des défis, opportunités et des pistes de solutions proposées par les personnes enquêtées, des recommandations ont été formulées par les différentes parties prenantes. Ces recommandations ont été prises lors de l'atelier de présentation du rapport de cette analyse aux différents acteurs. Ainsi, à cette occasion, les preneurs de décisions ont été sensibles à la situation de ces victimes de la COVID-19 et ont émis de proposition d'allègement de la situation des hommes et femmes ayant pris des crédits dans les institutions financières. Le tableau ci-dessous présente les pistes de solutions présentées par les bénéficiaires du projet ainsi que les recommandations des participants à l'atelier de validation.

Tableau 22 : Pistes de solution et recommandations des parties prenantes

Défis	Action à prendre	Responsable	Partenaires d'appui
Faibles connaissances de l'éducation financière, les procédures d'accès aux crédits classiques, la gestion des crédits et les modalités de remboursement	Renforcement des capacités sur l'éducation financière pour la promotion de la culture d'épargne et crédit, les procédures d'accès aux crédits et leur remboursement, le développement des plans d'affaire, la	Différents acteurs y compris les structures Etatiques	Bailleurs de Fonds

	gestion des crédits spécifiquement les PCT victimes des effets du Covid-19		
	Développement des modules spécifiques aux administratifs sur l'éducation financières pour orientation-action des commerçants transfrontaliers et des PME	AFRABU, RIM et IMF,	PTF
Pas d'engouement des PCT et des PME pour les crédits classiques soit auprès des IMF ou banques commerciales suite à leurs exigences et conditions. Ils préfèrent des petits crédits dans caisses d'épargne et de crédit.	Prendre conscience de la capacité de résilience des clients et mettre en place des produits spécifiques aux Petits Commerçants Transfrontaliers, aux PME qui ont été insolubles auprès des Institutions Financières suite aux pertes encourues dues aux différentes catastrophes dont la COVID-19, alléger les taux d'intérêt et les pénalités de retard.	BRB, IMF, Banques Commerciales	Partenaires financiers
	Collecter les informations sur les facilités et	PCT et PME	AFRABU, autres partenaires

	opportunités offertes aux demandeurs de crédits auprès des institutions financières et du RIM		d'appui et Ministères techniques
	Se montrer à l'écoute et développer les mécanismes d'accompagnement des clients chez les Institutions Financières, pas seulement pour le recouvrement des fonds en crédits et inclure d'autres acteurs.	Institutions Financières, RIM	Administration
	Faire une analyse des formes de garantie chez les Banques selon les clients spécifiquement pour les commerçants transfrontaliers	IMF	BRB
Pas d'engouement des PCT et des PME pour les crédits classiques soit auprès des IMF ou banques commerciales part leurs exigences et conditions. Ils préfèrent des petits crédits dans caisses	Examiner la possibilité de digitalisation du système de microcrédits pour réduire les délais et les exigences administratives et financières.	IMF	RIM
	Restructurer les approches des VSLA	Ministère en charge du	IMF, RIM

d'épargne et de crédit (suite)	/ AVEC et analyser comment les connecter aux IMF pour plus de rentabilité et réduire les conflits au sein e la communauté.	genre	
Les catastrophes naturelles se sont ajoutées aux conséquences de la COVID-19 en ajoutant le drame au drame et ont enfoncé davantage les plus vulnérables.	Mettre en place un Fonds spécial d'appui aux PCT et PME victimes des catastrophes avec un taux d'intérêt négocié sur les crédits pris avec les IMF	PTF et Gouvernement	Ministère en charge de la Solidarité Nationale
	Appuyer les personnes les personnes à besoins spécifiques (Personnes vivant avec handicap, les rapatriés) à travers des initiatives spécifiques à leurs conditions de vie et plus particulièrement ceux qui font le commerce transfrontalier.	PAFE, OBR, Administration	Ministère en charge de la solidarité
Faibles capacités d'investissement des PCT (faible capital)	Profiter des opportunités déjà mises en place par le Gouvernement du Burundi pour accéder aux crédits (Banque	PCT et PME	Ministère en charge du genre, Administration,

	des Jeunes et Banque des Femmes)		
Ignorance de la réglementation régissant les mouvements transfrontaliers des marchandises et des avantages que les petits commerçants ont de l'intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine et au COMESA	Renforcer les connaissances sur la législation en matière de commerce transfrontalier, le calcul des taxes les assurances des activités commerciales et sur les avantages offerts par l'intégration du Burundi dans les ensembles régionaux (COMESA, CEA) aux petits commerçants transfrontaliers.	AFRABU, ACTF, OBR, MINICOM	PTF pour l'appui financier
	Eliminer les barrières non tarifaires qui entravent la libre circulation des biens et des personnes	<i>Commission nationale de suivi des mécanismes d'élimination des barrières non tarifaires.</i>	OBR, MINICOM, MININTER
Beaucoup de CTF ne disposent pas de documents de voyage requis et les frais de test COVID sont prohibitifs.	Faciliter l'accès aux documents de voyage et analyser comment revoir en baisse les frais de test COVID-19 pour les populations à faibles revenus	SERVICE DES MIGRATIONS	

<p>La fermeture de la frontière en raison du Covid-19 a mis en berne les activités commerciales des PTCT, dont certains ont fait Faillite d'autres ont changé d'activité, dont certains sont retournés cultiver les champs dans un contexte de rareté de terres accrue.</p>	<p>Autoriser la circulation des biens sur les frontières qui sont déjà ouvertes sur base des memoranda d''entente avec les pays voisins. La majorité des communautés des zones transfrontalières vivent des échanges commerciaux avec les pays voisins</p>	<p>Gouvernement du Burundi</p>	<p>Ministère en charge du Commerce</p>
<p>La COVID-19 a touché les secteurs productifs qui sont interconnectés pour toute la population et non seulement les PCTF et les PME</p>	<p>Pousser loin dans l'analyse comparative car les effets négatifs du COVID-19 sur le PCT a affecté aussi le commerce intérieur (les échanges commerciaux internes, l'emploi formel et informel, les relations inter Pays, les agriculteurs etc.</p>	<p>AFRABU</p>	<p>PNUD, Coopération Suisse ou autres PTF</p>
	<p>Améliorer la gouvernance locale en appui aux initiatives locales de relance économique et son accompagnement</p>	<p>Gouvernement</p>	<p>PTF</p>

	(Mesures administratives, infrastructures, Mobilisation des ressources, Réglementation etc.		
--	---	--	--